

Au Rojava, la Turquie menace une révolution inspirée par l'écologiste Murray Bookchin

27 janvier 2018 / Arthur Dehort (Reporterre)



Depuis le 20 janvier, la Turquie a envahi le Rojava, pour tenter d'écraser ce foyer du peuple kurde. Mais ce qui risque d'être écrasé, c'est une révolution sociale communale, multiethnique, féministe et autonome : celle du « confédéralisme démocratique » théorisé par l'écologiste Murray Bookchin. Reporterre raconte cette expérience politique inédite menée au Rojava, le Kudistan syrien, dans le nord du pays.

Depuis le 20 janvier, l'armée turque a pénétré en Syrie pour tenter d'écraser la résistance kurde à Afrin, dans le nord-ouest du pays. Pourtant, les Kurdes de cette région, appelée Rojava, ont mené depuis des années la lutte contre Daech et la dictature syrienne. Mais l'attaque turque se déroule dans l'indifférence

internationale.

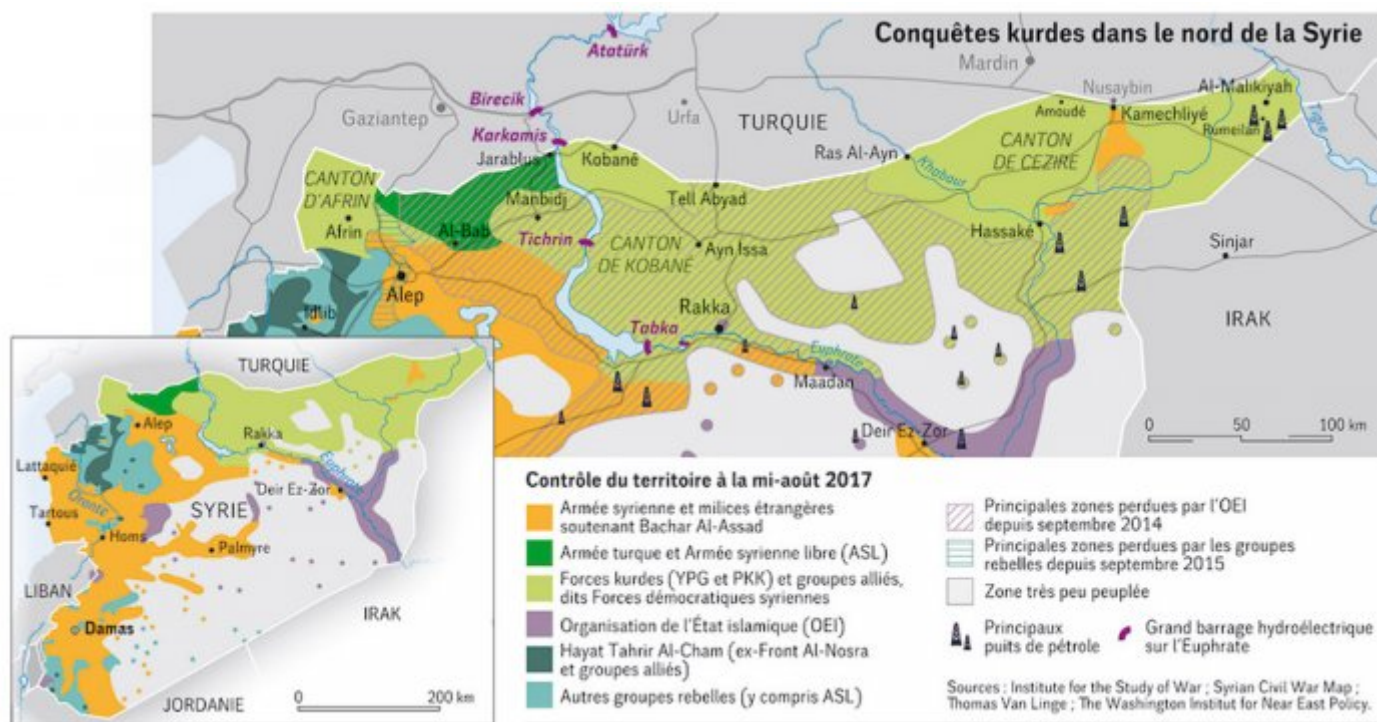
C'est en fait une expérience démocratique unique au monde qui risque d'être écrasée. Depuis 2012, dans le Rojava - Kurdistan syrien - se déroule une révolution sociale multiethnique, féministe et auto-organisée inspirée par les théories de l'écologiste libertaire états-unien [Murray Bookchin](#).

Conseils locaux et démocratie directe paritaire, égalité des genres, pluralisme ethnique et religieux, respect de l'environnement, développement d'une éducation autonome et d'une économie sociale, maisons du peuple, accès aux soins gratuits... Dans ce territoire presque aussi grand que la Belgique, les deux millions d'habitants du Rojava — renommé Fédération démocratique de Syrie Nord — fraient une « troisième voie » émancipatrice entre les dictatures nationalistes d'Assad ou d'Erdogan, et le fascisme islamiste de Daech.

À partir de juillet 2012, l'armée du régime de Bachar al-Assad a quitté la plus grande partie de ces régions. Le champ était libre pour les forces menées par le parti kurde du PYD (Parti pour l'unité démocratique) et ses forces armées du YPG/YPJ (unités de protection populaires, unités mixtes et féminines). Elles ont impulsé l'auto-organisation de milliers de communes (*komîn*, plus de 4.000 aujourd'hui), dans les rues, les quartiers, les villes et les villages. Les habitants s'y réunissent chaque semaine, discutent des problèmes locaux, organisent des coopératives, élisent des porte-paroles paritaires chargés de les représenter aux échelons supérieurs, [distribuent denrées alimentaires et énergétiques de base aux familles les plus pauvres](#)...

Une « révolution de femmes »

Ces communes se fédèrent au niveau des quartiers, des districts et enfin de trois cantons, Cizre, Kobanê et Afrin, qui disposent de leur propre assemblée législative multipartite et d'un gouvernement cantonal. À chaque échelon, les femmes et les jeunes disposent de leurs propres structures autonomes et non mixtes, qui ont en théorie un droit de regard et de veto systématique sur toutes décisions les concernant.



Le pluralisme est de mise. À Amuda (canton de Cezire), l'Assemblée générale législative regroupe 101 personnes, et, comme dans chaque institution quel que soit son échelon, il y a au moins 40 % de femmes. Pour la première fois dans l'histoire de l'État syrien, trois langues officielles y sont reconnues : l'arabe, le kurde et l'araméen, ces deux dernières étaient interdites depuis des décennies. De multiples partis politiques, associations et organisations y siègent — 40 % des sièges sont dédiés à la représentation de divers groupes minoritaires.

La révolution au Rojava est avant tout une « révolution de femmes ». Dans la ville de Kobanê — où en janvier 2015 les Kurdes ont porté le premier coup d'arrêt à l'expansion de Daech —, la maison des femmes « *Kongra Star* » propose aides et conseils. Dans une société traditionnelle patriarcale où les mariages forcés, la polygamie et les crimes d'honneur sont encore développés, les femmes peuvent ici trouver du

soutien. De nombreuses lois interdisant la polygamie et promulguant l'égalité ont été adoptées, mais encore faut-il pouvoir instaurer un rapport de force social pour les faire appliquer. Dans tout le territoire, des centaines d'espaces de solidarité féminine fleurissent. Les YPJ ([unités de protection de la femme](#)), une force militaire spécifiquement féminine, ont été créées en 2012 et se battent en première ligne contre Daech. Dans les rues, des mères de famille en robe, hijab et kalachnikov protègent leurs espaces au sein des forces d'autodéfense populaire (HPC), composée d'habitant-e-s du quartier.



Dans le canton de Cizre, un village écologique autogéré en non-mixité féminine [Jinwar se construit](#). Il accueillera toutes les femmes de Syrie, du Moyen-Orient et du monde pour qu'elles se défendent des violences patriarcales et capitalistes qui les visent. « *Il sera possible pour les femmes de retrouver leur confiance et leur force [...] et construire ensemble une vie communale* », [expliquent-elles](#). Sur cette zone désertique et épuisée par la monoculture de blé, le projet prévoit la construction de 30 maisons d'habitation, un jardin collectif, une école pour les enfants, une académie de femmes, un centre pour les arts et la culture et un poste de soin [centré sur la médecine naturelle](#).



Des comités de justice de base s'occupent des conflits et font remonter les problèmes les plus épineux vers les échelons judiciaires supérieurs, selon un principe de subsidiarité. Couverts par le bruit des bombes et

des bottes, on n'entend pas la voix des acteurs de ces milliers de communes à la table bancale des négociations internationales. Mais dans ce territoire, la démocratie directe s'installe et le maître mot semble être : les premiers concernés décident en fonction de leurs besoins.

Les communautés doivent apprendre à cohabiter dans la durée

En plus d'être encerclés par la guerre avec Daech, la Syrie et la Turquie, les peuples du Rojava doivent apprendre à cohabiter. La Fédération démocratique est constituée d'une mosaïque de peuples et de confessions : des Kurdes, Arabes, Syriaques, Assyriens, Circassiens, Turkmènes, Tchétchènes y cohabitent ; idem pour les musulmans sunnites, chiites, les chrétiens de différentes branches, les yézidis, les zoroastriens, etc. Par le passé, le régime Assad s'est fait fort d'instrumentaliser et d'attiser les conflits communautaires, comme partout au Moyen-Orient.

Le « *contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord* », adopté en novembre 2016, forme la charpente constitutionnelle d'un système profondément pluraliste. Dans son préambule, il promeut la mise en place d'un « *système fédéral démocratique* » mettant fin au « *chaos* » du « *régime tyrannique de l'État nation* », « *fondée sur un système démocratique et écologique [et] sur la libération de la femme* » (article 2), adoptant le système de « *coprésidence mixte* » (article 12), affirmant la « *coexistence de tous les peuples et groupes* » (article 10).



L'ennemi commun, Daech, a été un premier facteur d'unité entre les différentes communautés. En octobre 2015, les forces armées kurdes du YPG/YPJ ont grandi pour inclure des forces armées d'autres communautés et donner naissance aux Forces démocratiques syriennes. Ces forces plurielles sont les plus efficaces pour combattre Daech au sol, forçant les États-Unis et la communauté internationale à un soutien aérien et logistique. C'est elles, notamment, qui ont libéré Raqqa en octobre 2017.

Au-delà de la lutte contre l'ennemi commun, les communautés doivent apprendre à cohabiter dans la

durée. Adeer al-About, une femme arabe membre du conseil civil de Manbidj, une ville mixte libérée de Daech en août 2016, défend le projet pluraliste : « *Nous contestons radicalement les allégations turques selon lesquelles les Kurdes domineraient les citoyens arabes, turkmènes, tchéchènes ou tcherkesses. Dans n'importe quel conseil ou n'importe quel comité, il y a des Arabes, des Turkmènes et des Kurdes. La coprésidence est tenue par un Arabe et un Kurde* » (cité par Mireille Court et Chris Den Hond).

Ce projet politique de démocratie radicale pluraliste, théorisé en prison par le leader du PKK, Abdullah Öcalan, a un nom : le « *confédéralisme démocratique* ». Une de ses références principales est l'anarchiste et écologiste états-unien Murray Bookchin. Mais par quel miracle ce penseur a-t-il pu devenir une référence pour une révolution au Moyen-Orient, à 10.000 km de son Vermont d'origine ?

Les Kurdes, le plus grand peuple sans État au monde

Cela fait des décennies que les Kurdes luttent pour leur libération. Estimés entre 35 et 40 millions de personnes, ils forment le plus grand peuple sans État au monde, dispersés entre la Turquie (15 à 20 millions), l'Iran (10 à 18 millions), l'Irak (5 à 6 millions) et la Syrie (3 millions), et une diaspora de 1,5 million répartie entre l'Europe et la Russie. Oubliés par le remodelage des frontières après la Première Guerre mondiale, les Kurdes ont été au mieux assimilés, au pire niés et massacrés. Pendant un siècle, révoltes et soulèvements se sont multipliés mais ont été systématiquement écrasés dans le sang.

Créé en Turquie en 1978, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) s'est imposé comme la principale force de libération nationale kurde en Turquie. Inspirée par les guérillas guévaristes d'Amérique latine des années 1960-1970, son programme est marxiste-léniniste : renverser par la lutte armée l'État turc pour construire un État kurde indépendant et « *prolétarien* » sur les quatre parties du Kurdistan.



La guérilla a commencé en 1984, causant 40.000 morts jusqu'à aujourd'hui. Peu à peu, la « *question kurde* » est devenue incontournable en Turquie. Mais la contre-insurrection est implacable. De 1980 à aujourd'hui, l'État turc a répondu à la lutte armée par des dizaines de milliers d'arrestations, d'assassinats, et d'emprisonnements. En 1999, le leader du PKK, Abdullah Öcalan — surnommé « *Apo* » (oncle) — a été arrêté par la Turquie et emprisonné sur l'île-prison d'Imrali.

Le constat était clair : ni l'État turc ni le PKK ne pouvaient se vaincre militairement. Quelques années plus tôt, l'URSS s'était effondrée et avec elle l'idée de révolution autoritaire par la prise du pouvoir d'État. En 1994, au Chiapas, le mouvement néo-zapatiste a contourné l'État mexicain par de multiples zones d'autogouvernement. Le mouvement altermondialiste, les contre-sommets, les Forums sociaux mondiaux ont pris leur essor. C'est dans ce contexte qu'Abdullah Öcalan a, du fond de sa cellule, commencé une correspondance avec Murray Bookchin.

L'idée de base est simple : le pouvoir, politique et économique, doit s'incarner dans des assemblées populaires communales

Originaire de l'État du Vermont, aux États-Unis, ce penseur encore mal connu en France a été **très influent sur les gauches anglo-saxonnes**. Pionnier de l'écologie politique, il a fondé la théorie de « l'écologie sociale », qui repose sur l'idée que « **l'obligation faite à l'homme de dominer la nature découle directement de la domination de l'homme sur l'homme** ». Le « *municipalisme libertaire* » en est l'application pratique. L'idée de base est simple : le pouvoir, politique et économique, doit s'incarner dans des assemblées populaires communales.

Bookchin propose que les habitants prennent toutes les décisions nécessaires en « *face à face* » : municipalisation de l'économie, élection d'élus révocables, aménagement du territoire, autodéfense, etc. Ces assemblées populaires s'organiseraient ensuite en une confédération de communes, un pouvoir parallèle par le bas **vidant peu à peu l'État de sa substance et de sa nécessité**.

Öcalan s'est inspiré de ces théories et les a adaptées aux contextes kurde et moyen-oriental, donnant naissance au « confédéralisme démocratique », adopté officiellement en 2005 comme **nouveau paradigme du PKK**. Pour briser toutes les oppressions, le mouvement de résistance kurde ne doit plus viser à créer un État nation, mais le contourner par une confédération de communautés auto-organisées et travailler à abolir la mentalité autoritaire chez les individus. Au-delà de la lutte des classes, c'est la libération des femmes et leur auto-organisation non mixte qui est vue comme le moteur fondamental de la transformation sociale.

La situation matérielle reste très difficile. Le territoire est soumis à un embargo

La transition vers **une économie sociale**, qui se substituerait peu à peu au capitalisme, est l'un des quatre piliers du confédéralisme démocratique (avec les communes, l'autodéfense et la formation). Le modèle de la Fédération ne promeut pas la collectivisation autoritaire des moyens de production. « *Notre idée est que chaque personne ait un rôle économique actif dans la société et que le changement arrive graduellement à travers la participation des gens* », expliquait **Haval Rachid, de la commission économie**.

Dans le canton de Cizre, en près de cinq ans, **plus d'une centaine de coopératives sont sorties de terre**. Des dizaines de milliers d'hectares d'État ont été attribuées par l'autoadministration pour des coopératives agricoles, dont les parts n'excèdent pas 100 dollars et qui comptent des milliers de sociétaires, selon le principe « *un membre, une voix* ». Des dizaines de coopératives de femmes **se développent également**, dans l'artisanat, la transformation alimentaire, la restauration. Dans le village de Zargan, la coopérative d'achat Havgartin regroupe 26.000 sociétaires et s'organise pour éviter la spéculation capitaliste sur le commerce de denrées de base, comme le sucre. Partout le but est le même : répondre aux besoins économiques des communautés de manière accessible.



Mais la situation matérielle reste très difficile. Le territoire est soumis à un embargo — de la Turquie, de la Syrie, mais aussi des partis kurdes rivaux du Kurdistan irakien (GRK) — qui empêche d'échanger les produits. Au cœur du **Croissant fertile**, ce berceau historique de l'agriculture, des millions de tonnes de blé sont produites sans pouvoir être transformées, tomates et poivrons pourrissent sur place. Le matériel médical manque cruellement et la situation sanitaire est très difficile.

La question de l'énergie et du pétrole est aussi un casse-tête. Le Rojava compte environ la moitié des réserves de brut de Syrie. Mais le territoire est dépourvu de raffineries industrielles, des travailleurs tuent leur santé et polluent l'environnement dans des petites raffineries artisanales. Les administrations kurdes ont déclaré que le pétrole ne servirait jamais de marchandise d'exportation et de base pour une économie de rente. Mais pour l'instant, on en est loin : les pénuries d'essence sont fréquentes, ce qui entraîne un mécontentement populaire et même des manifestations.

Enfin, la mise en place de ce projet politique dans une situation de guerre est délicate. Les forces armées récupèrent des zones contrôlées par Daech où des mines sont cachées dans les maisons et les « *cellules dormantes* » civiles restent une menace.

« **La Fédération de Syrie Nord est prise dans une course de vitesse** »

Depuis septembre 2017, des élections ont eu lieu pour la première fois aux différents échelons la Fédération. Un pied de nez au régime d'el-Assad, qui prétend, après la défaite de Daech au sol, reprendre toute la Syrie après l'avoir mise à feu et à sang. De nombreux partis politiques ayant signé la charte de la Fédération ont pu se présenter. Le 22 septembre 2017, les élections communales ont permis d'élire les porte-paroles de 4.000 communes, avec **près de 70 % de participation**. Le 1^{er} décembre 2017, c'était au tour des assemblées locales dans les villes, districts et les cantons : 60 % des assemblées sont élues, les 40 % restant sont dédiées à la représentation des minorités — jeunes, femmes, confessions, communautés, etc. Les élections au niveau de la Fédération devaient avoir lieu en janvier 2018, mais elles sont repoussées à une date ultérieure à cause de la nouvelle situation de guerre.

« *Dans la nouvelle phase post-Daech qui s'ouvre, la Fédération de Syrie Nord est prise dans une course de vitesse* », explique Chris Den Hond, coauteur du documentaire *Rojava, une utopie au cœur du chaos syrien*. D'un côté, construire la révolution par le bas, propager les formations et les communes, améliorer la vie quotidienne, reconstruire le pays, consolider le système par des élections libres et transparentes. De l'autre, convertir les victoires militaires en poids politique et diplomatique pour ne pas se retrouver complètement isolé à l'international.

Car malgré des représentations diplomatiques à Paris, Berlin, Washington et Moscou, le futur soutien international une fois Daech vaincu reste hypothétique. Comment les forces armées du FDS pourront-elles se défendre seules en cas d'attaques conjointes de la Syrie, de l'Iran et surtout de la Turquie, pour qui la région autonome, pluraliste et armée représente un cauchemar ?

« La solidarité de la société civile internationale est plus que jamais déterminante »

Au-delà des menaces extérieures, la tension interne principale du projet — l'auto-organisation populaire impulsée par une avant-garde éclairée de militants dévoués et un parti — n'a pas fini de susciter des questionnements : les administrations qui se constituent risquent-elles de donner naissance à une bureaucratie ? Les représentants désignés aux niveaux les plus hauts peuvent-ils constituer une élite politique ? Qui de l'État ou de l'auto-organisation populaire va l'emporter dans les années à venir ?

« *La solidarité de la société civile internationale est plus que jamais déterminante* », selon Chris. Le Rojava est déjà devenu un foyer révolutionnaire mondial. Depuis plus de trois ans, des brigades internationales s'organisent pour prendre part aux combats. Des centaines de volontaires, d'Europe, d'Amérique latine, des États-Unis, du Moyen-Orient, s'y sont déjà engagés. Le [Bataillon international de libération a été créé en 2015](#), sous la houlette des FDS, regroupant des brigades communistes, anarchistes, etc. Une brigade anarchiste *queer* y a [notamment été créée](#).

Dans la société civile, [l'internationalisme se répand aussi](#), entre projets éducatifs, médicaux, médiatiques, etc. Mais il est moins visible. Pourtant, comprendre plus en finesse ce projet social est crucial pour apporter un soutien conscient et critique. Des livres sont publiés depuis deux ans, des journées de discussion organisées, des documentaires réalisés, des collectifs de soutien se réactivent ou se créent dans [le but de mieux comprendre le projet politique](#). Des voyages et des délégations s'organisent pour rencontrer les militants et transmettre leur expérience. Le Rojava a déjà commencé à essaimer bien au-delà du Moyen-Orient.

Lire aussi : [Une autre forme de démocratie s'épanouit au Rojava, le Kurdistan syrien](#)

Source : Arthur Dehort pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : Les artistes Ahmed Shamdin (à g.) et Abdullah Abdul peignent les toiles qui formeront le toit du Parlement à Derik, au Rojava (2015). © [Jonas Staal/New World Summit](#)

. carte : © [Cécile Marin/Le Monde diplomatique](#)

. combattantes des YPJ : [Wikipedia](#) (Kurdishstruggle/CC BY 2.0)

. mur de portraits, Kongra Star, soldats des YPG : captures du documentaire *Rojava, une utopie au cœur du chaos syrien*, sur [Youtube](#)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Au-Rojava-la-Turquie-menace-une-revolution-inspiree-par-l-ecologiste-Murray>